



Force Ouvrière



Syndicat National de la Navigation Aérienne

CRNA/SO avenue Beaudésert 33692 MERIGNAC Cedex Tel : 05 56 55 63 71 – Fax : 05 57 92 84 87
Lotus Notes : fo-crnaso@regis-dgac.net / E-mail: fosnna@aol.com / Site web: <http://www.snafo.com>

Le 11 octobre 2010

Aller ensemble vers un espace intégré de COOPERATION du FABEC

Conférence ETF Bruxelles du jeudi 07 octobre 2010

Cette conférence organisée par ETF, avait pour objectif de réunir les représentants des ANSP (DSNA, DFS, Belgocontrol), et les syndicats composant l'ETF afin d'échanger les points de vue des différentes parties et de discuter de la mise en place du FABEC.

Béatrice Thomas (représentante de la Commission Européenne) a fait un rapide rappel des attentes de la commission, amélioration de la performance, accélération de la création des FAB, renforcement des réseaux,....

ETF a réaffirmé les principes qui ont guidé notre démarche COOP-MODEL depuis les premières discussions sur les FAB.

- Pas de concurrence entre ANSP, ni de "loi du marché".
- Pas de compétition financière.
- Pas de privatisation.
- Protection des travailleurs.
- Sécurisation et création d'emplois.
- Refus de dumping social.
- Construction par démarche "Bottom-Up".
- Flexibilité pour intégrer les différentes cultures et les différents besoins sociaux.
- Processus décisionnel basé sur le consensus.
- Mobilité volontaire.

Nous avons rappelé que le Coop-Model d'ETF était un projet "vivant" qui avait su s'adapter aux circonstances, notamment au printemps dernier en reprenant les éléments nouveaux proposés par l'Intersyndicale française. La dimension sociale est un élément central du projet et nous avons toujours su anticiper les problèmes, apporter des solutions et des propositions concrètes et réalistes.

Vision du FABEC exposée par la France (DSNA)

"La vision de la France est en évolution et se veut dans un processus dynamique".

Il n'aura fallu que trois mouvements sociaux durs et le refus des partenaires du FABEC pour que la France commence à revoir sa position et revienne à la raison...

"Agir ensemble comme une seule entité" est une stratégie qui doit devenir une réalité pour tout le FABEC et ses personnels, mais (moment intéressant pour FO, l'Intersyndicale et ETF) **"Un fournisseur FABEC unique entièrement intégré n'est pas réaliste"**.

La position française a donc enfin officiellement changé. MOSAIC et les fantasmes d'opérateur unique ne seront pas car ils ne sont pas réalisables !

D'autres points ont été évoqués : *"Il faut déconnecter les revenus (RDVC) du trafic géré par chaque ANSP"* afin de pouvoir redessiner espaces et trajectoires sans contraintes financières....../... *"Les Etats doivent avoir le dernier mot dans la gestion du FABEC"../... "la navigation aérienne est un service public d'intérêt général"../... Il est nécessaire d'avoir un accord au niveau des 6 Etats sur la Déclaration d'intention, pour la fourniture de service, en parallèle de la signature du traité le 2 décembre../... La France pourrait utiliser le cadre du MUAC de Maastricht pour s'inspirer de nouvelles règles de vote, de fonctionnement, au sein de "l'entité FABEC"../... Il faut une organisation capable d'intégrer pas à pas les centres opérationnels..."*

La position de la DSNA s'est assouplie, et le danger immédiat a été repoussé mais le désir d'un fournisseur de services de la navigation aérienne unique sous l'autorité d'un conseil du FABEC (Niveau ministériel) et auquel seraient rattachés les centres opérationnels, a du mal à se dissiper et est encore trop perceptible.

Que nos dirigeants en soient conscients : FO, l'Intersyndicale et ETF ne laisseront pas la DSNA remettre en jeu son projet de fusion et menacer à nouveau l'unité de la DGAC et le devenir de ses personnels !!!

La vision du FABEC par Belgo-contrôle

La représentante de Belgo-contrôle, chargée des ressources humaines, a présenté la position de la Belgique.

- *Améliorer la coopération.*
- *Chaque ANSP doit conserver son autonomie et son identité.*
- *Les ANSP doivent rester responsables de leur propre gouvernance.*
- *Identifier les secteurs possibles de coopération ensuite renforcer les collaborations.*
- *Maintenir des statuts publics (pas de privatisation).*
- *Maintenir l'existence de Belgo-contrôle.*
- *Pas de logique de rationalisation avec pour seule justification la rentabilité.*
- *Maintenir les emplois.*
- *Préserver un contexte social acceptable.*
- *Importance du dialogue social.*
- *Considérer les aspects culturels et les spécificités nationales.*
- *Converger vers des buts fondamentaux tout en effectuant des changements modérés, pas de big bang.*

Pour la Belgique, il faut initier un processus progressif basé sur des actions concrètes et le retour d'expérience, prendre en considération les différences culturelles, déterminer les champs de collaborations et de coopération (dialogue social FABEC, sujets avec impacts financiers, coût des personnels, convergence graduelle des salaires et conditions de travail, niveau national implémentation des décisions prises au niveau FABEC, ...)

Et toujours rester ouvert au dialogue...

Une intervention où transparissait clairement une réelle préoccupation pour le devenir des personnels et des organismes belges. Manifestement très apprécié par les membres de l'ETF, ce discours contenait quasiment tout ce que nous aurions aimé entendre de notre propre administration. Pour nous qui venons de passer quasiment une année sans aucun dialogue possible avec nos dirigeants, le discours belge a été des plus agréables à entendre. Certains de nos dirigeants devraient peut-être en prendre exemple....

La vision allemande du FABEC

La présentation du représentant allemand de la DFS a démarré de façon un peu chaotique en tentant de nous expliquer que la **"german view"** n'est pas la **"german position"**. L'Allemagne est pro-active dans le FABEC ... à sa manière. Elle met clairement l'accent sur les aspects purement financiers de réduction des coûts, les aspects commerciaux et l'opportunité de "joint venture" avec les partenaires qui à un instant donné auraient des intérêts communs sur un secteur bien déterminé.

De l'exposé qui nous a été fait, il nous paraît ressortir que les objectifs de la DFS ont été tempérés par le gouvernement allemand et que l'entreprise à capitaux publics a des visées plutôt commerciales et n'exclut pas la possibilité d'ouverture du capital à des fonds privés.

Le projet allemand prend très peu en compte les éventuelles aspirations des personnels car de leur propre aveu, il n'y a pas chez eux à proprement parler de culture du dialogue social. Les éléments qui nous ont été donnés nous confortent dans notre analyse (ce n'est pas un hasard si ces derniers mois nous avons souvent fait des parallèles et des remarques sur la structure de la DFS) que la DFS voudrait radicaliser la position officielle allemande. Nous avons le sentiment qu'imposer leur modèle avec tout ce qu'il a d'antisocial et de destructeur est leur objectif final. Le service public n'est pas leur problème. La prise en compte des besoins et des impératifs des autres... non plus !!

ETF a clairement rejeté cette vision des choses (que certains en France avait reprise à leur compte) et refuse toute notion de "joint venture" ou "d'alliance" qui seraient contraires à l'esprit de coopération, aux notions d'unité et de consensus qui doivent présider à la construction d'un FABEC sain et viable.

La construction du dialogue social

Les partenaires du FABEC chargés de créer les instances ad hoc ont demandé à l'Europe d'émettre un avis ou des recommandations sur la construction du dialogue social. La CE, en l'absence de toute législation applicable, recommande éventuellement de s'inspirer des accords régissant les sociétés transnationales, du European Works Council Legislation et surtout de garantir la légitimité des représentants qui siégeront dans les différentes instances.

Il faut savoir que la demande d'avis à la CE a été motivée par le fait que DFS et DGAC voulaient imposer le MARC (association regroupant les personnels favorables au projet Mosaic de fusion des prestataires) comme un partenaire social.

La CE a maintenant clairement répondu que le MARC n'est pas un partenaire social légitime.

ETF a fait des propositions concrètes pour proposer un dialogue social au niveau FABEC et s'assurer du maintien des instances nationales au sein de chaque ANSP.

Les représentants présents ont souligné que le FABEC ne pourra être un succès qu'avec le soutien des personnels. Les conflits sociaux français sur ce sujet ont donné à réfléchir aux ANSP et aux Etats.

Il faut assurer un dialogue permanent pour répondre à un besoin de confiance entre les providers et les personnels.

La vision stratégique des ANSP et des Etats sera signée le 02 décembre 2010, accompagnée par la déclaration d'intention annexée au traité cadre FABEC.

FO au sein de l'ETF et avec l'Intersyndicale veillera à ce que les intérêts des personnels soient respectés.

**Vous souhaitez défendre l'avenir des services et des personnels de la DGAC ?
REJOIGNEZ LE SNNA-FO !**

Nom :	Email :
Prénom :	Adresse personnelle (Optionnel):
Date et lieu de naissance :	
Corps :	
Grade :	A....., le..... Signature
Affectation :	
Adresse professionnelle :	
Tel :	A renvoyer par fax au 05 57 92 84 87 ou par courrier :
Fax :	SNNA-FO, DSAC/SO, B.P. 70116 33704 MERIGNAC CEDEX